

Recherches sociographiques



Annie MÉAR (dir.), *Recherches québécoises sur la télévision*

Serge Proulx

Volume 22, numéro 3, 1981

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055966ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055966ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Proulx, S. (1981). Compte rendu de [Annie MÉAR (dir.), *Recherches québécoises sur la télévision*]. *Recherches sociographiques*, 22(3), 435–437.

<https://doi.org/10.7202/055966ar>

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1981

Cet article est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

les numéros à venir. Finalement, Roméo ARBOUR résume les principales interventions du colloque sur l'édition critique de textes québécois et canadiens-français, tenu à Ottawa en mars 1979.

Cette première livraison ne manquera pas de susciter des réactions, surtout parmi les éditeurs qui, ces dernières années, se sont lancés tête basse dans l'industrie du « réchauffé » (la réédition) en oubliant qu'avant d'apprêter les « restes » littéraires à n'importe quelle sauce, il fallait d'abord posséder un minimum de connaissances sur le corpus québécois.

Kenneth LANDRY

Dictionnaire des œuvres littéraires du Québec,
Université Laval.

Annie MÉAR (dir.), *Recherches québécoises sur la télévision*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1980, 210p.

En novembre 1979, une centaine de chercheurs québécois concernés par le phénomène de la télévision se rassemblaient à Dorion pendant deux jours, pour ce que James Taylor appellera « la première grande réunion qu'ont tenue les chercheurs en communication au Québec ». (*Actes du colloque*, tome II, p. 404.) Avec un symposium précédent tenu en 1977 au Mont Gabriel, cet événement marque en effet les premiers débuts d'un processus de reconnaissance publique d'une nouvelle catégorie de chercheurs sociaux, à savoir ceux qui se définissent à partir de la communication.

La présence des *communicologues* est relativement nouvelle au Québec. Elle participe d'un mouvement plus vaste de conscientisation à la communication de la part de l'État et de l'entreprise privée. Les échanges sociaux deviennent toujours davantage réglés par la médiation de systèmes de messages spécialement conçus par des *communicateurs*. Cela fait partie du processus généralisé de transformation des rapports sociaux en rapports marchands. Les firmes publicitaires annoncent indistinctement les programmes gouvernementaux, les argumentations syndicales ou patronales, l'auto-réclame des médias eux-mêmes et, bien sûr, tout ce qu'il faut acheter pour vivre un « bonheur » astucieusement construit autour de valeurs matérialistes et compétitives.

Ainsi donc, depuis l'après-guerre, les médias de masses ont occupé et transformé l'espace public. Après l'apparition des spécialistes-communicateurs (firmes publicitaires, maisons de production, etc.), la décennie 1970 a vu l'émergence en champignon d'un nouveau corps socio-professionnel, celui des chercheurs *sur* la communication. Une étude effectuée pour le ministère des communications du Québec (J.P. LAFRANCE, « Vingt ans de recherche organisée en communication au Québec », conférence présentée à l'Association de la recherche québécoise en communication, Montréal, 14 avril 1980, p. 6) dénombrait en 1979 près de trois cent vingt-deux chercheurs québécois travaillant dans des firmes privées, dans des entreprises publiques ou dans des universités.

Revenons donc à l'événement de Dorion. Celui-ci avait la particularité d'être avant tout organisé par une université, en l'occurrence : la section de Communication de l'Université de Montréal. Les universitaires sont, de fait, les derniers venus dans ce nouveau champ de recherches sociales. Les principaux départements universitaires en communication se sont fondés vers le milieu des années 1970. L'événement-Dorion célébrait en quelque sorte l'entrée des universitaires dans le marché de la recherche en communication. Il y eut 72 communications au colloque : 41 provenaient d'universitaires, 21 des milieux de production en télévision ou publicité, et 10 émanaient des milieux gouvernementaux ou organismes publics. Les universités semblaient sur-représentées par rapport à l'ensemble du milieu de la recherche. Rappelons qu'en 1979, les sommes versées aux universités pour la recherche en communications ne représentaient que 8% du marché total de la recherche

(LAFRANCE, *op. cit.*, p. 5). Et, parmi les universités, celles de Montréal étaient sur-représentées : 10% seulement des communications d'universitaires originaient d'ailleurs. Les membres de l'équipe de Madame Annie Méar (intéressée par l'analyse structurale *greimassienne* des téléromans québécois), ont présenté à eux seuls davantage de communications que les trois campus hors-Montréal réunis !

Un livre publié sous la direction d'Annie Méar, qui a pour titre *Recherches québécoises sur la télévision*, est paru en 1980 aux Éditions coopératives Albert Saint-Martin. Sur la dernière page couverture, on nous informe qu'il est « constitué d'une sélection des principales communications présentées » lors du colloque de Dorion. Les traces écrites de l'événement furent en effet l'objet d'un processus de sélection en deux étapes. D'abord, 52 des 72 communications furent retenues pour diffusion restreinte — le document est déjà épuisé ! — sous forme de deux cahiers polycopiés constituant les *Actes du colloque* (Montréal, Université de Montréal, 1980, 2 tomes). Fait à signaler : la communication d'Annie Méar concernant « La télévision du Québec au Futur » est reproduite deux fois à raison d'une fois par tome... Pourtant, vingt des communications initiales sont absentes. Ensuite, deuxième étape du processus de sélection : 17 des 52 communications furent retenues pour publication aux Éditions Albert Saint-Martin. Nulle part ne sont mentionnés les critères et les règles de cette double procédure de sélection. Les dix-sept articles retenus pour publication se répartissent comme suit : 9 proviennent d'universitaires, 5 des milieux gouvernementaux, 3 des milieux de la production. Deux des dix-sept textes sont signés par Annie Méar !

Que contient ce petit volume ? Des textes que l'on pourrait essentiellement classer en trois catégories : des études de *contenus* (d'émissions de télévision et de messages publicitaires), des textes concernant l'évaluation des *auditoires*, des *études d'organisations* (section curieusement intitulée « Économie générale du phénomène télévisuel au Québec »). Dans l'ensemble, ce livre est plutôt décevant. Il y manque de perspectives socio-historiques. Sauf dans le texte de Françoise Icart, qui se veut plus critique, il n'y a presque rien sur le contexte de société dans lequel se situe le phénomène de télévision : on reste au ras des contenus, des auditoires, des organisations. Le débat idéologique concernant l'impact de la télévision, qui s'était pourtant exprimé vivement lors des discussions au colloque, a été évacué. Rien non plus sur la force d'impact de la télévision *en tant que médium*, indépendamment des contenus véhiculés. Comme si McLuhan, le Canadien, n'avait jamais existé. Trois des six études concernant les contenus font appel au modèle de l'analyse structurale selon Greimas. J'avoue ne pas avoir été convaincu de la nécessité de passer par ce jargon savant pour analyser les messages de la télévision. Voici, pris au hasard, un échantillon : « Dans le contexte de ces divers PN [programmes narratifs], les fonctions actanciennes de Sujet-Destinateur et les relations qu'elles entretiennent sont déterminantes pour saisir d'abord les rapports polémiques où les valeurs se contrarient et ensuite les relations convergentes où les valeurs appartiennent à une même deixis. » (*Dixit* Renée Legris, p. 44.)

Je me demande à qui s'adresse ce jargon. Certainement pas aux publics ou aux producteurs de la télévision. Ce n'est pas non plus un langage accessible à la majorité des chercheurs-communicologues. Reste un petit groupe de « greimassiens » dont semble faire partie Madame Méar... Je préfère quand même l'analyse polémique de Désaulniers et Sohet à propos des « Tannants » qui stimule une réflexion critique qui s'attaque aux *genres* télévisuels.

Les trois études concernant l'évaluation des auditoires sont intéressantes et permettent d'entrevoir une forme de collaboration entre milieux universitaires et milieux de la recherche privée. Quant aux sept études concernant les organisations, elles apparaissent très hétérogènes dans le choix des objets comme dans celui des perspectives d'analyse. On a ainsi droit successivement à deux études organisationnelles concernant Radio-Québec, une interrogation concernant l'avenir socio-technologique, des propos sur l'influence de la publicité, d'autres sur la domination culturelle et économique, un questionnement sur l'environnement critique de la télévision et, finalement, un texte décrivant la volonté du gouvernement canadien de stimuler les industries de production télévisuelle !

Les conclusions d'Annie Méar manifestent une naïveté sociologique surprenante. Elle invite tous les acteurs concernés à « planifier à long terme » la télévision au Québec... « pour doter les Québécois d'une télévision qui réponde à leurs besoins » (p. 198). C'est à croire qu'il n'y a plus de rapports de force entre les milieux privés de production, les milieux de la télévision d'État, les câblodistributeurs, les exploitants en télécommunications, les États fédéral et provincial, etc. Tous ces groupes d'intérêts se retrouveraient (dans d'autres colloques ?) pour définir ensemble les *besoins* des Québécois? On croit rêver devant tant de naïveté. Je me demande quel rôle Madame Méar confierait aux analystes greimassiens dans ce projet de planification !

Ce livre est donc décevant à plus d'un titre. D'une part, il reflète mal le vécu du colloque. Les traces écrites semblent aseptisées : l'éditeur ne fait aucune mention des deux principaux objets de polémiques qui occupèrent les discussions, à savoir : a) la question du *sexisme* dans et véhiculé par les médias, b) la question de l'*impact* de la télévision sur les usagers (passivité physique, conservatisme idéologique, mobilisation consummationniste, etc.). Elle préfère réduire la télévision à des « contenus » consommés par des « auditoires » dans une logique de réception qu'il faut « évaluer ».

Tout se passe comme si les choix de l'éditeur reflétaient davantage ses propres préoccupations de recherche qu'une volonté réelle de diffuser une image complète de la recherche québécoise sur la télévision. Symptomatiquement, Annie Méar reprend mot à mot des portions de son texte sur le téléroman (p. 16) pour construire sa problématique d'ensemble du phénomène de la télévision (pp. 9 et 10). Elle ne fait que substituer le mot « télévision » au mot « téléroman ». Ce même texte sera d'ailleurs repris une troisième fois sur la jaquette de couverture. L'éditeur ne nous renvoie pas, dans sa présentation ou ses conclusions, à une véritable vue d'ensemble sur ce double phénomène de la télévision et de la recherche sur la télévision. Au-delà des « fonctions de la télévision », il aurait été pertinent de saisir les « fonctions des recherches sur la télévision ».

Les secteurs de recherches particulièrement absents du volume m'apparaissent être ceux de la recherche appliquée et de l'analyse critique (empruntant aux humanités et à l'histoire). Ce constat renvoie aux carences les plus vives de l'ensemble de la recherche universitaire actuelle : manque de collaboration importante et suivie entre les milieux de la production et ceux de l'université ; manque d'impact des recherches sur les productions, les programmations ou les législations ; manque d'une perspective d'ensemble marquée par une ouverture épistémologique vers des démarches interdisciplinaires et transdisciplinaires. Ultimement, ces manques renvoient à la question de la place occupée par ces chercheurs dans l'ensemble du champ social.

Nul doute que les luttes de concurrence, les alliances ou les symbioses entre ces « partenaires de la recherche », réunis momentanément à Dorion, ne feront que se multiplier dans l'avenir, manifestant ainsi les rapports entre des acteurs sociaux puissants : États, entreprises de télécommunication ou de télédistribution, réseaux privés et publics de production, producteurs de savoirs scientifiques et techniques, etc. Ces acteurs sont impliqués dans ce qui semble vouloir constituer un lieu et un enjeu majeurs du développement des sociétés fortement industrialisées, à savoir : le contrôle des systèmes d'information et de communication. En souhaitant que l'une des fonctions principales des chercheurs universitaires devienne celle de « chiens de garde » vis-à-vis l'*establishment* des grands médias, il est intéressant de souligner qu'Elihu Katz, dans son rapport de 1977 à la B.B.C. (Elihu KATZ, *La recherche sociale sur la radiodiffusion : propositions pour un nouveau développement*, rapport à la B.B.C., janvier 1977, p. 23. Traduit en français en 1978, par Radio-France), rappellerait que certaines des meilleures études sur les médias présentaient un caractère nettement « anti-*establishment* »... Un premier ouvrage vraiment critique sur la télévision québécoise reste à venir.

Serge PROULX

Département des communications,
Université du Québec à Montréal.